

GT rémunérations : Il faut des mesures salariales maintenant. L'heure n'est plus à l'attente.

David Amiel a présidé la séance de lancement du GT rémunération annoncé lors du CCFP de janvier dernier.

Sans grande surprise, le ministre n'a rien annoncé. Aucune mesure d'urgence face aux conséquences économiques de la situation internationale. Aucune ouverture de négociation salariale. Il a seulement dit "engager des réflexions sur les carrières et les rémunérations pour alimenter le débat des prochaines élections présidentielles et mettre des options sur la table pour ceux qui succéderont au gouvernement", le tout en rappelant la situation des finances publiques et la situation internationale.

Solidaires comme l'ensemble des organisations a donc quitté la séance.

Pour Solidaires, ceci n'est pas entendable. Les agentes et agents publics font des efforts depuis bien trop longtemps. L'heure est aux actes et décisions concrètes pour enfin inverser la tendance.

Il faut notamment des mesures d'urgence face à la situation économique, l'ouverture d'une négociation salariale, le dégel du point d'indice, l'attribution de 85 points d'indice pour toutes et tous, l'indexation de la valeur du point sur l'inflation etc.

Il faut par ailleurs que le gouvernement revienne sur la suspension de la Garantie Individuelle Pouvoir d'Achat, la baisse de l'indemnisation du Congé Maladie Ordinaire, le jour de carence, la réforme des Autorisations Spéciales d'Absence et celle du Temps Partiel Thérapeutique.

Les attaques sont nombreuses contre les agentes et agents publics qui subissent notamment le gel du point d'indice, les tassements de grille etc depuis bien trop longtemps.

Le gouvernement doit aller chercher l'argent dans la fraude et l'évasion fiscale et les aides aux entreprises sans conditionnalité.

L'urgence est aux mesures concrètes pour les agentes et agents publics.

Pas d'économies sur nos vies.

Paris, le 14 avril 2026